

**CONGRES  
DEPARTEMENTAL  
CGT  
30 MARS (14h.)  
au  
1er AVRIL (12h.)  
Saint Germain**

**La comédie de Saint germain  
Rue des Cerisiers**

L'Union Départementale, tiendra son 55ème Congrès du 30 mars au 1er avril 2016 à Saint Germain. Evènement important, il permettra de faire le bilan de notre activité écoulée, de débattre et de réfléchir des prochaines orientations pour 3 ans. Ensemble retraité(es) et salarié(es), échanger sur l'état de notre salariat, notre syndicalisation, les élections dans les TPE, la campagne des 32 heures de travail. Un autre moment fort sera le renouvellement de la Commission Exécutive avec l'élection du Bureau et du Secrétaire Général-e. Notre congrès à cette année une particularité: Une journée nationale d'action aura lieu le 31 mars pour le rejet de la loi El Khomri. L'Union Départementale tiendra à la fois son Congrès Départemental et sa participation à la manifestation

## PAROLES DE RETRAITE(ES)



*Ressenti au contact avec les retraités dans cette récente période de diffusion sur les marchés de matériel syndical.*

A la foi lassitude, découragement et un certain fatalisme, la différence entre les politiques de SARKO et HOLLANDE, qu'ils avaient participé à faire élire, ne se voient pas. Les personnes expriment un raz le bol grandissant, sur le sort qu'il leur est fait, et expriment des préoccupations sur le sort présent et futur de la jeunesse.

Aussi pour d'autres, satisfaction d'échanger, satisfaction de recevoir le matériel syndical, et promesses d'assister aux manifestations prévues. En résumé, déception, mais combativité!

Les conditions de vie des pensionnés sont dans l'ensemble connues, mais dans les échanges avec des retraité(es) ayant eu une vie professionnelle « complexe » pour différentes raisons leur condition de vie parfois surprend, et on reçoit un vrai malaise.

Echanges qui dans l'ensemble se font avec courtoisie et politesse.

## LOI TRAVAIL: DU LYCEE A LA FAC ET A L'USINE, LA COLERE S'EXPRIME DANS LA RUE...

Tout bénéf pour le MEDEF, il ruine tous les droits des salariés. Licenciements facilités, temps de travail augmenté selon le bon vouloir du patronat, heures supplémentaires moins payées, indemnités plafonnées devant les prud'hommes, référendums dans les entreprises pour affaiblir les syndicats...68% des jeunes contre la loi El-Khomri. La mobilisation de mercredi sonne les trois coups d'un mouvement bien plus durable et demain plus ample. Les rassemblements d'aujourd'hui ne sont pas de témoignages mais de fondation d'un grand moment de protestation.



## JUSTICE DE CLASSE

Ce gouvernement dit de gauche, si généreux avec le grand patronat, va très loin dans la lutte anti-syndicale, anti CGT.

Déjà AIR France, autre exemple, dans l'ancienne usine GOOD YEAR, après la longue bataille contre la fermeture, un accord signé avec la direction qui contenait des dimensions sociales et l'abandon de toute procédure judiciaire à l'encontre des syndicalistes, dont nulle plainte fut déposée.

Le procureur de la République, soutenu par qui? décida de poursuivre les militants devant les tribunaux et 8 syndicalistes CGT furent condamnés à 24 mois de prison dont 9 mois ferme et 5 années de mise à l'épreuve.

Le pouvoir n'est pas sans responsabilité dans la justice de son pays. Une justice qui place le militant syndical au rang de délinquant est une justice de classe qui dans le cas évoqué vise à dissuader toute action revendicative dans les entreprises. La CGT toute la CGT se bat et se battra pour la justice sociale et la liberté de ses militants.



MAISON DE LA CGT 2a boulevard du 1er RAM 10000TROYES  
Téléphone:03.25.73.66.23 Mail: usrcgt.aube@orange.fr

## En retraite la vie continue

Les retraités au travail étaient dans les 500000 en 2013, bien plus de nos jours, certains par nostalgie, beaucoup pour des raisons financières, liées à des situations familiales, ou autres, car la baisse du pouvoir d'achat est souvent conséquente lors du passage à la retraite.

Travaux de jardinage, d'entretiens relatifs à l'habitat pour les hommes, ménages, garde d'enfants ou aide aux personnes âgées pour les femmes.

Des artisans continuent leur activité des années encore, tel est le sort de bien de retraité(es), certains pour garder la main, beaucoup pour faire face et prévoir leur avenir en pensant au tarif des maisons de retraite.

Il y a aussi l'aide à la famille, mais pas question de rentrées complémentaires bien au contraire.

Un métier relativement nouveau d'emploi des retraité(es), la distribution de journaux et prospectus publicitaires en ville ou en campagne, ça ne procure pas toujours une agréable promenade et c'est modérément rétribué.

La retraite était rêvée autrement, le souhait de changer et compléter sa vie dans des activités, qu'il n'avait pas été possible de réaliser avant, dans la découverte de voyages, gâter les petits enfants, en somme faire plaisir et se faire plaisir.

Mais pour la majorité des retraité(es), pas question de baisser la garde, les dépenses doivent être consacrées à l'essentiel et prévoir pour plus tard, car il y a encore un après.

Le pouvoir d'achat ne cesse de régresser et pourtant l'argent il y en a. Manque la volonté d'aller le chercher là où il se trouve, de l'investir où c'est nécessaire.

Le pacte de responsabilité se traduit annuellement par 40 milliards d'aides aux entreprises avec nulle contrepartie.

Cela s'ajoute aux 220 milliards déjà encaissés par le patronat sans aucune efficacité en matière d'emplois. Les actionnaires des entreprises du CAC 40 ont vu leurs profits en une seule année croître de 30%.

Travailleurs, retraité(es), ont tout à gagner à se défendre, à s'organiser, jouer collectif afin de peser pour être écouté, le syndicat CGT répond à ces besoins.



**CGT**  
PERMANENCE  
Tous les lundi après midi 2a Boulevard du 1er RAM 10000 TROYES



## Editorial

### BATIR UN CODE DU TRAVAIL PLUS PROTECTEUR.

*En 2006, nous étions dans les cortèges contre le CPE (contrat première ébauche, sous un gouvernement de droite de VILLEPIN).*

*En 2016, soyons avec les opposants au projet « LOI TRAVAIL » de Hollande-Valls-El Khomri, etc...élaboré par un gouvernement qui se dit « de gauche », c'est une première.*

Avec cette réforme, c'est la casse du code du travail. Ce gouvernement, répond à la demande du MEDEF, qui prétend que dans l'économie actuelle ce code est trop contraignant, en matière de licenciements, de contrôle « soi-disant » démesuré des inspecteurs et des médecins du travail, des comités d'hygiène et de sécurité.

De plus, à les écouter, les salariés seraient plus frileux et moins courageux que leurs homologues étrangers. Aussi les salariés exigeraient plus de garanties, de protections, ce qui nuirait à la compétitivité des entreprises.

**Quel culot de la part des salariés, de revendiquer des droits et des protections (sic)!**

Avec ce projet de loi, le gouvernement, veillerait sur le bonheur des jeunes.

Mais ne nous y trompons pas: **Attention au piège.** Ce que veut le MEDEF, c'est d'avoir des salariés, soumis et obéissants.

**Un recul pour une partie de la société, prépare des reculs pour toute la société.**

Contre cette réforme, un mouvement est entrain de se construire. Des milliers de jeunes, après avoir montré leur mobilisation sur internet, ils l'ont concrétisé, dans « un premier tour de chauffe », dans la rue le 9 mars (1). Nous ne pouvons que nous réjouir de ces rassemblements, dans lesquels ont comptait 3 générations, une étincelle que beaucoup attendait.

Cette mobilisation est de bonne augure pour la suite, et un rendez-vous est fixé le 31 mars.

Portons l'exigence, du retrait de la loi travail, pour ensuite parler!

Ensemble, salarié(es), privé(es) d'emploi, retraité(es), lycéens et étudiants, venir manifester, c'est lancer un message fort au gouvernement.

(1) 500000 en France, 1500 à Troyes

## EXTRAITS DE L'ALLOCATION DE JOSIE GEORGEL LE 10 MARS

8 mars journée des droits des femmes, 9 mars mobilisation pour le retrait du projet de loi EL KHOMRI véritable projet de démolition des droits des salariés et le 10 mars dans toutes les régions de France les retraité-es se sont rassemblés.

*Le gouvernement continue à décortiquer les progrès sociaux.... et accepter les diktats du patronat...*

...pour nous convaincre que le « coût du travail » et les « charges » qui servent à alimenter la Sécurité sociale et les caisses de retraite seraient devenus insupportables...il faut remplacer notre système de protection sociale collectif et solidaire par des assurances privées que des millions de personnes aux revenus modestes ne pourront pas payer.

*Cette non prise en compte des revendications des salariés-es, des retraités-es, bref de tous ceux qui ont des aspirations à vivre mieux du fruit de leur travail....*

...ne trouvent pas d'écho auprès du gouvernement. Gouvernement et patronat prennent prétexte de ce progrès pour reculer l'âge donnant droit à la retraite...

*Mais si rien ne vient contrecarrer les plans du gouvernement et du MEDEF...*

...nous retournerons à des conditions de vie et de travail digne d'un autre siècle.

*S'il en fallait une seule preuve...*

...le patron du Medef et quelques-uns de ses acolytes patronaux l'ont rappelé le 10 janvier dans une lettre en cinq points au Président de la République. Ils veulent un contrat de travail « agile », à savoir précaire, pour chaque salarié-e et des suppressions de charges patronales sur toute nouvelle embauche.

*De quoi ...*

...réduire à la portion congrue le financement de la Sécurité sociale et surtout des caisses de retraite. En cela, les retraités-es sont aussi la cible des patrons le Medef proposant de réviser les règles des pensions de réversion versées aux conjoints survivants.

*Pourtant le constat est sans appel...*

...depuis le 1er avril 2013 aucune revalorisation des pensions n'a eu lieu, à l'exception de celle, dérisoire, provocante, de 0,1 % en octobre dernier. Le montant des pensions stagne mais la fiscalité, elle, augmente !

*À chaque annonce faite par Bercy...*

...des acquis disparaissent et le pouvoir d'achat baisse d'un cran.



*Avec la régression sensible de notre pouvoir d'achat...*

...10 % des retraités-es vivent désormais sous le seuil de pauvreté et que pour beaucoup d'autres il devient de plus en plus difficile de boucler les fins de mois...beaucoup d'entre eux consiste à solliciter les aides sociales, les organismes caritatifs peuvent en témoigner.

*A cela s'ajoute les augmentations permanentes...*

...Mutuelles, dépenses de santé, assurances, transports (pour lesquels une pétition à Troyes a recueilli un grand nombre de signatures), mais aussi la consommation courante ... La situation devient catastrophique pour un nombre de plus en plus important de retraités-es.

*L'INSEE vient de publier ses statistiques sur l'espérance de vie à la naissance...*

....pour la première fois depuis 1969 celle-ci diminue. Nous avons tous entendu que c'était de la faute à la canicule, aux épidémies de grippe, mais à aucun moment du désengagement de la sécurité sociale, de la détérioration des conditions de travail et leurs conséquences sur la santé au moment du passage à la retraite.

*L'urgence sociale doit devenir une priorité...*

...cela nécessite d'autres choix politiques et sociaux qui passent par une juste répartition des richesses créées, permettant une revalorisation des pensions, des pensions de réversion, des retraites complémentaires et l'amélioration du pouvoir d'achat.

*C'est aussi la mise en place de la Loi d'orientation...*

...et d'adaptation de la société au vieillissement, assortie des moyens financiers nécessaires dans le cadre de notre système solidaire et intergénérationnel de la Sécurité sociale.

Les retraités sont des citoyens à part entière. Ils ont contribué et contribuent encore au développement économique et social. Les retraités-es ont financé par leur travail le fonctionnement de notre système solidaire de protection sociale en France...

...et plus efficace que ceux qui relèvent des fonds de pension et des assurances privées en vigueur dans d'autres pays.

*Ils ne demandent pas la charité mais la dignité...*

...les retraités contribuent au développement de la société comme consommateurs mais aussi à travers de multiples activités d'intérêt général et social indispensable. Cela va de la garde des petits enfants, à l'aide aux devoirs mais aussi de l'engagement dans des associations, les syndicats, les conseils municipaux... 4 millions de retraités sont des aidants.

*En conséquence, ils revendiquent ...*

...les exonérations de cotisations sociales à la CNAV ont représenté 20 milliards d'euro en 2014.

La fraude fiscale prive chaque année le pays de 60 à 80 milliards d'euros.

Si on appliquait simplement l'égalité salariale entre les femmes et les hommes cela rapporterait 5 milliards de ressources supplémentaires par an au régime de retraites dès 2015 et cela permettrait aussi aux femmes d'avoir de meilleures pensions.

Aujourd'hui les retraités-es ont montré qu'ils ne sont pas une catégorie à part de citoyens, mais une catégorie qui elle aussi comme les autres subit une dégradation sans précédent de son pouvoir d'achat.

Ils ont manifesté hier avec les étudiants-es et les salariés-es pour rejeter un projet qui aura des conséquences sur les caisses de retraites, comme ils continueront à se mobiliser le 31 mars afin de peser sur les négociations UNEDIC où Patronat et Gouvernement veulent peser négativement et liquider une partie des dispositifs de compensation des retraites.



## MOTION DES RETRAITES ET VEUVES DU 10 MARS 2016 REMISE A LA PREFECTURE DE TROYES

Depuis le 1er avril 2013 aucune revalorisation des pensions n'a eu lieu, à l'exception de celle, dérisoire, provocante, de 0,1 % en octobre dernier, tandis que les retraites complémentaires sont bloquées pendant trois ans.

### Le montant des pensions stagne mais la fiscalité, elle, augmente !

La suppression de la demi-part, l'imposition de la majoration pour enfants ou les 0,3% de la Casa (contribution additionnelle solidarité autonomie), sont autant de reculs sociaux lourds de conséquences dans la vie quotidienne des retraités-es.

Le Medef propose même de réviser les règles des pensions de réversion versées aux conjoints –tes survivants-es.

Les retraités-es sont des citoyens à part entière. Ils ont contribué et contribuent encore au développement économique et social. Ils ont financé par leur travail le fonctionnement de notre système solidaire de protection sociale en France. Il est à la fois plus juste et plus efficace que ceux qui relèvent des fonds de pension et des assurances privées en vigueur dans d'autres pays.

Oui les retraités contribuent au développement de la société comme consommateurs mais aussi à travers de multiples activités d'intérêt général et social indispensable. Cela va de la garde des petits enfants, à l'aide aux devoirs mais aussi de l'engagement dans des associations, les syndicats, les conseils municipaux... 4 millions de retraités sont des aidants.

C'est pourquoi Ils ne demandent pas la charité mais la dignité.

### En conséquence, ils revendiquent

- La revalorisation des pensions en fonction de l'augmentation du salaire moyen et une pension au minimum égale au Smic revalorisé.
- Le maintien et l'amélioration des pensions de réversion et la suppression des conditions de ressources.
- Le rétablissement de la ½ part fiscale et l'exonération fiscale des majorations familiales.
- Le retour à la revalorisation annuelle de toutes les pensions et retraites au 1er Janvier.
- Le développement et le renforcement des services publics indispensables à une vie digne, en particulier dans le domaine de la santé.
- La construction de maisons de retraites publiques avec des tarifs accessibles à tous.
- La suppression des dépassements d'honoraires.
- L'affectation réelle de la CASA à la compensation de la perte d'autonomie et sa suppression à terme par une prise en charge de cette compensation par la Sécurité Sociale.

**Les retraités-es réunis ce jour prennent l'engagement de tout mettre en œuvre pour voir leurs revendications aboutir**

